Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1163

Artikel: Savoir où l'on va
Autor: Marco, Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009368

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Savoir où l'on va

Les socialistes genevois ont tenu leur congrès (DP nº 1062): plusieurs motions étaient en discussion, les deux premières arrivant finalement presque à égalité avec les abstentionnistes, soucieux de préserver l'unité du parti. Daniel Marco nous propose une critique des textes soumis aux membres du Parti socialiste genevois.

Les documents soumis à la discussion lors du récent congrès des socialistes genevois sont révélateurs de l'état de ce parti. «Parti socialiste genevois»: où faut-il donc mettre les guillemets ? A «parti» et à «socialiste» peut-être, mais certainement pas à genevois, tant ces textes transpirent le trop fameux «Sonderfall Genf».

On n'y trouve rien de substantiel sur la nature de la crise qui, depuis le milieu des années 70, frappe le modèle de développement des «trente glorieuses», comme le sociologue Jean Fourastié a qualifié la période d'après-guerre.

Rien non plus sur l'agonie du contrat social qui a marqué ces années-là, fondé sur les conventions collectives de travail et la politique de consensus. Une période qui a vu croître simultanément la division du travail et le niveau des revenus.

La mort du socialisme réel dans l'est européen est bien mentionnée, mais sans rappeler que ces régimes, honnis par ceux qui les subissaient, ont favorisé les compromis sociaux dans les démocraties occidentales. Silence radio sur les tentatives de sortir de la crise en utilisant l'ancien modèle de développement, mais amputé de son volet social. Pas de référence à d'autres modèles discutés ailleurs en Europe. Seulement l'allusion opportuniste à un nouveau contrat social dont le contenu n'est même pas esquissé.

Pas un mot non plus sur l'économie-casino qui domine le monde aujourd'hui et à laquelle les grandes banques helvétiques participent avec succès.

A l'évidence tous ces problèmes ont peu de chose à voir avec les difficultés présentes du Parti socialiste genevois, ni avec celles de ce qu'il est convenu d'appeler la gauche. Une gauche, au bout du lac, où l'intensité de la réflexion semble inversement proportionnelle au nombre de groupes qui se créent à cet effet.

Les signatures apposées au bas des textes permettent de se compter, plus que de se regrouper sur des analyses communes. Alors pourquoi ne pas tout simplement signer des feuilles blanches...

La question qui se pose non seulement au PSG et à la gauche genevoise, mais à toute la classe politique, n'est pas nouvelle; mais elle acquiert une acuité particulière en raison de la crise. Faut-il privilégier l'organisation ou le programme politique ? La réponse malheureusement la plus fréquente, parce que la plus rassurante, privilégie le premier terme, à l'exemple de la gauche genevoise. Tenter de poser les bonnes questions et d'assumer les incertitudes reste un exercice peu prisé. Daniel Marco

ICI ET LÀ

Conférence publique de Ruth Dreifuss à l'occasion de l'assemblée générale de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO). La conseillère fédérale s'exprimera sur le nouveau contrat social qu'elle appelle de ses vœux. Le 25 mars à 20h 15 à la salle del Castillo, au Casino du Rivage, à Vevey. Renseignements: Pierre Aguet, tél. 021/925 53 03.

Les comités romand et vaudois «Oui à la loi contre le racisme» participent à la semaine d'action pour la réhabilitation complète de Paul Grüninger. Ils organisent une **conférence-débat avec Stefan Keller**, journaliste à la «Wochen Zeitung» et auteur de «Délit d'humanité – L'Affaire Grüninger» paru aux Editions d'En bas. Le 23 mars à 20h à la salle des Vignerons, Buffet CFF, à Lausanne.

Le Groupement romand d'études sur l'alcoolisme et les toxicomanies (GREAT) inaugure Café Saïgon, multi-média interactif et nouveau programme de prévention à l'intention des jeunes. A cette occasion, le GREAT organise, le 23 mars à 14h, une conférence-débat sur le thème **Parler de prévention aux 15-20 ans** et à 16h la manifestation de lancement de café Saïgon. A l'EPFL, auditorium CO1, Dorigny.

COURRIER

Une banque de proximité

A propos de «C'est vert, ça rapporte ?» (DP nº 1159 du 17 février).

Vous relevez que la BAS ne prend guère de risques en matière d'investissement. Nous soulignerons que la Banque vient de fêter son troisième anniversaire et, de ce fait, est en phase de consolidation. Nous ne pouvons nous permettre actuellement de financer des projets à risque. Nous ne souhaitons pas, en effet, déposer notre bilan comme ont dû le faire certaines banques régionales.

La Banque alternative ne finance pas que des «activités marginales». Permettre à des chômeurs de créer leur entreprise, fournir des fonds à des coopératives d'habitation n'a rien de marginal. Au contraire, il s'agit bien là de secteurs d'innovation.

Nos déposants ne sont pas obligés de renoncer à leur intérêt. Il est vrai que nos prestations, en matière d'intérêt, sont moindres que celles offertes par les autres établissements bancaires dans la mesure où nous nous refusons à spéculer sur les devises, placer sur l'euro-marché ou investir dans des projets dont nous ne pourrions vérifier les fondements éthiques.

La BAS en outre refuse l'une des caractéristiques actuelles du marché qui est celle de la course effrénée au profit. Notre engagement est à ce prix.

Enfin, nous ne souhaitons pas pratiquer «une politique bancaire d'envergure» mais bien rester une banque de proximité, au sens non pas géographique, mais éthique. A l'heure où des banques affichent des bénéfices de taille, tout en licenciant leur personnel, où le bénéfice des entreprises sert davantage les dividendes des actionnaires que l'investissement productif, cette option nous semble incontournable.

Sophie de Rivaz
Association romande pour la promotion de la Banque alternative